ASSEMBLÉE NATIONALE

3 novembre 2022

PLFR POUR 2022 - (N° 393)

Rejeté

AMENDEMENT

N° CF256

présenté par

Mme Sas, Mme Arrighi, M. Ben Cheikh, M. Bayou, Mme Belluco, Mme Chatelain, M. Fournier,
Mme Garin, M. Iordanoff, M. Julien-Laferrière, Mme Laernoès, M. Lucas, Mme Pasquini,
M. Peytavie, Mme Pochon, M. Raux, Mme Regol, Mme Rousseau, Mme Sebaihi, M. Taché,
Mme Taillé-Polian et M. Thierry

ARTICLE ADDITIONNEL**AVANT L'ARTICLE 4, insérer l'article suivant:**

L'article L. 2333-67 du code général des collectivités territoriales est ainsi modifié :

1° Au deuxième alinéa, le taux : « 0,55 % » est remplacé par le taux : « 0,80 % » ;

2° Au troisième alinéa, le taux : « 0,85 % » est remplacé par le taux de « 1,10 % » et le taux : « 0,55 % » est remplacé par le taux : « 0,80 % » ;

3° Au quatrième alinéa, le taux : « 1 % » est remplacé par le taux : « 1,25 % » ;

4° Le cinquième alinéa est ainsi modifié :

– Au début de la première phrase, le taux : « 1,75 % » est remplacé par le taux : « 2 % » ;

– À la fin de la seconde phrase, le taux : « 1 % » est remplacé par le taux : « 1,25 % » ;

6° Au treizième alinéa, le taux : « 0,55 % » est remplacé par le taux : « 0,80 % ».

EXPOSÉ SOMMAIRE

L'ensemble d'employeurs des secteurs public et privé employant 11 salariés et plus en région Île-de-France ou en dehors de la région Île-de-France dans le périmètre d'une autorité organisatrice de la mobilité où a été institué le versement transport sont assujettis à la contribution versement mobilité.

Cette contribution est destinée à financer les transports en commun. Depuis le 1^{er} janvier 2022, le taux de versement mobilité évolue sur le territoire de plus d'une vingtaine d'autorités organisatrices de mobilité (AOM).

Cet amendement vise à augmenter le plafond du taux du versement mobilité des autorités organisatrices de mobilité situées en dehors de la région Île-de-France, afin de le rapprocher du plafond en vigueur en Île-de-France (2,95 %).

La mesure proposée a donc pour objectif de tendre vers un meilleur respect de l'égalité entre les territoires en matière de mobilités, sujet en particulier essentiel en territoires ruraux.